

Source : <http://plus.lesoir.be/133058/article/2018-01-09/et-si-en-2018-nous-faisons-greve-pour-le-climat-et-lenvironnement#>

Téléchargement 10 01 2018

Et si en 2018, nous faisons grève pour le climat et l'environnement?

La conférence de Bonn n'a permis que peu d'avancées dans la protection de l'environnement. Une grève citoyenne serait-elle un moyen de faire pression sur les gouvernements afin qu'ils mettent en place une politique enfin efficace pour lutter contre le réchauffement climatique ? Carte blanche.

Alors que la COP 23 (23e conférence internationale des Nations Unies pour le Climat) s'est terminée dans un climat morose le 17 novembre à Bonn, les rapports des scientifiques ne cessent de tirer la sonnette d'alarme, dénonçant l'insuffisance des engagements pris par les Etats pour lutter contre le réchauffement climatique. Les articles de presse ne cessent eux de montrer les effets dévastateurs de l'activité humaine sur l'environnement et notamment du phénomène du réchauffement climatique.

Les dégradations de l'environnement d'origine humaine sont nombreuses. Sans être exhaustifs, outre la question du réchauffement climatique, on peut citer la pollution des eaux de rivière et des océans par nos détritiques et les produits chimiques que nous utilisons quotidiennement, la surpêche et la chasse intempestive qui mettent en péril la survie de nombreuses espèces animales et par là toute la biodiversité.

Sans vouloir les éluder, nous nous concentrons ici sur la question du réchauffement climatique. De l'avis largement partagé des observateurs de la conférence de Bonn, celle-ci n'a permis que peu d'avancées bien qu'elle ait institué un dialogue qui doit permettre aux Etats d'élever leurs ambitions climatiques sur l'année 2018. Des ambitions climatiques qu'il est urgent et nécessaire de revoir à la hausse. Dans son dernier rapport publié fin octobre, le programme des Nations Unies pour l'environnement affirme qu'il existe un « écart catastrophique » entre les engagements pris par les Etats pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et les efforts nécessaires pour contenir le réchauffement en dessous de 2°C, comme décidé lors de la Conférence de Paris en 2015, tout en continuant leurs efforts pour ne pas dépasser 1,5°C.

La Belgique mauvaise élève elle aussi

Le dernier rapport des chercheurs du Global Carbon Project publié en marge de la COP23 démontre que les émissions mondiales de gaz à effet de serre issues des énergies fossiles sont reparties à la hausse en 2017, après trois années de stagnation. Elles devraient croître de 2 % par rapport à l'année précédente (et ce sans même prendre en compte l'impact de la destruction des habitats qui se poursuit). Il y a bien évidemment la Chine et l'Inde dont les émissions ne cessent de croître. Il y a les Etats-Unis où la consommation de charbon est pour la première fois repartie à la hausse grâce aux abrogations de Donald Trump. Mais la Belgique est également au rang des mauvais élèves puisque nos émissions sont reparties à la hausse depuis 2014.

Le 13 novembre, 15.364 scientifiques de 184 pays publiaient également une tribune émettant « un cri d'alarme sur l'état de la planète ». Celle-ci fait écho à une précédente tribune cosignée par 170 scientifiques en 1992 dans laquelle ils faisaient déjà part de leur inquiétude sur les « dégâts actuels, imminents ou potentiels, causés à la planète ». Ce manifeste souligne qu'aujourd'hui « non seulement l'humanité a échoué à accomplir des progrès suffisants pour résoudre ces défis environnementaux annoncés, mais il est très inquiétant de constater que la plupart d'entre eux se sont considérablement aggravés. »

L'indispensable rôle politique

Le monde scientifique appelle à nouveau, de manière pressante, à l'adoption de mesures visant notamment à modérer notre consommation matérielle intense, à préserver l'environnement et la biodiversité, à nous désintéresser des énergies fossiles pour les énergies renouvelables ou encore à

réduire le gaspillage alimentaire.

Pour ne prendre que deux exemples, le réchauffement climatique est directement lié à l'explosion de l'utilisation des énergies fossiles. Pour contenir le réchauffement sous la barre des 2°C, il conviendrait de laisser dans le sol 80 % des énergies fossiles actuellement connues et exploitables. C'est aux autorités politiques qu'il revient d'imposer cela, pas par autoritarisme gratuit mais parce que c'est leur mission première que de fixer des règles collectives pour que la société que nous formons et dont elles émanent se fixe un cap qui ne conduise pas à l'autodestruction. Nous ne pensons pas que les multinationales du secteur, par nature mues par la recherche de profit, s'auto-limiteront.

Aussi, nous produisons aujourd'hui largement de quoi nourrir toute la planète, largement de quoi la loger, largement de quoi permettre à chacune et chacun de vivre bien. La course à la croissance, qui est également une course au profit, a un impact majeur sur notre environnement. Il est temps de cesser cette course, de nous battre pour répartir mieux ce qui est produit et non pour produire toujours davantage. A nouveau, ceci implique d'avoir des autorités politiques qui fixent des règles plus strictes, s'attaquent à une juste répartition des richesses, et fixent des priorités (transition énergétique rapide vers le 100 % renouvelable, réduction du temps d'emploi sans perte de salaire, priorité à la mobilité douce et aux transports publics de qualité, relocalisation de l'activité économique...) permettant de (re)mettre l'économie au service d'un projet de société soutenable.

Le 12 décembre, s'est tenu le sommet de Paris dans la lignée des accords de Paris de 2015. En prélude à celui-ci, l'Élysée indiquait lui-même, « Si nous n'accélérons pas nos efforts, nous n'arriverons pas à atteindre l'objectif d'une augmentation de la température de 1,5°C à la fin du siècle. Il faut redoubler d'efforts, il faut un sursaut ». Si ce sommet redonne un peu d'espoir, nous nous inquiétons du suivi qui y sera donné. Nous ne pouvons en effet qu'être très inquiets aujourd'hui de la gestion actuelle de la crise climatique par nos dirigeants qui nous semble encore trop timide et trop lente.

Quelle action pour le citoyen ?

Plus que jamais, nous nous interrogeons sur notre capacité d'agir en tant que citoyens et acteurs de la société civile sur la politique climatique et environnementale au-delà de notre capacité à changer nos propres comportements individuels. Les signataires de cette tribune appellent à maintenir une pression importante sur nos gouvernements pour exiger en 2018 une politique forte à effet immédiat pour enrayer la machine infernale qui est en route et éviter, tant que possible, des dégradations catastrophiques à notre environnement.

Cette pression du peuple, nous pensons qu'elle devra se matérialiser en 2018 par une grève. Une grève parce qu'il y a urgence et que nous ne pouvons plus attendre, une grève parce que nous ne voulons plus produire pour produire, une grève parce que nous voulons que l'environnement soit considéré comme un facteur déterminant pour chaque prise de décision politique, une grève parce que c'est l'occasion d'arrêter la machine à produire quelques heures et de réfléchir sur le sens de nos emplois, une grève pour nous tourner vers toutes les alternatives vertueuses qui naissent autour de nous, une grève parce que cela demeure un outil efficace pour mobiliser davantage, instaurer un rapport de force et se faire entendre.

Nous nous devons moralement, pour les générations actuelles et futures et pour l'écosystème qu'abrite notre planète, de mener cette action ici, en Belgique, en espérant qu'elle percolera à travers de nombreux autres pays. C'est pourquoi nous lançons aux forces politiques, syndicales et associatives un appel, pour qu'ensemble, en 2018, nous initiions une première grève nationale pour le climat et l'environnement !

Signataires :

Pierre Eyben (Mouvement Demain), Stéphanie Grisard (juriste), François Gemenne (chercheur en géopolitiques environnementales et en dynamique des migrations, ULg), Olivier De Schutter (Professeur, Institut pour la recherche inter-disciplinaire en science juridique, UCL), Chloé Deligne, Raphaël Rastelli et Marco Schmitt (co-présidents d'Inter-environnement Bruxelles), Christophe

Schoune (Secrétaire général d'Inter-environnement Wallonie), Marie Arena (députée PS au Parlement européen), Vincent Fanara (syndicaliste, FGTB), Daniel Tanuro (Gauche Anticapitaliste), Michèle Gilkinet (mpOC), Paul Hermant (Acteurs des Temps Présents), Pierre Ozer (climatologue, ULg), Christian Jonet (Ceinture alimentaire liégeoise), Gauthier Pirotte (Professeur de Sociologie, ULg), Sybille Mertens (chargée de Cours, Centre d'économie sociale, ULg), Guénaël Devillet (Service d'Etude en Géographie, Economie Fondamentale et Appliquée, ULg), Pierre Gillis (physicien, professeur honoraire à l'UMons), Grégoire Wallenborn (chercheur au Centre d'études du développement durable, ULB), Pierre Delvenne (Chercheur en sciences politiques et sociales, ULg), Pierre M. Stassart (Professeur, Directeur de l'unité de Socio-Économie, Environnement et Développement, ULg), Arthur Capet (Chercheur en océanographie, ULg), Francois Mélard (Chercheur en sciences et gestion de l'environnement, ULg), Serge Deruette (Professeur d'histoire des idées politiques, UMons), Marc Labie (Professeur, Service Economie et gestion de l'entreprise, UMons), Jérôme Bindelle (Professeur au département d'agrobiochimie, ULg), Véronique Albardier (Chargée de projet au Centre d'enseignement et de recherche pour l'environnement et la santé – CERES-ULg), Denis Michez (professeur de botanique et de systématique, UMons), Frank Venmans (Président du comité wallon d'experts sur le climat), Céline Nieuwenhuys et François Grevisse (Centre d'Appui Social Energie – Fédération des Services sociaux), Angelo Simonazzi (Secrétaire général d'Entraide et Fraternité et de Vivre Ensemble), Julien Galland (Revert Asbl), Jacques Cornet (Président de Changement pour l'égalité, mouvement socio-pédagogique – CGé), Michaël van Eeckhoudt (Directeur général de Fittersbond), Dimitri Zurstrassen et Vincent Decroly (A Contre Courant), Pascoe Sabida (militant, Corporate Europe observatory), Marie Noëlle Tenaerts (sociologue), Xavier Jadoul (Toute autre chose Ath), Alexandre Galand (historien de l'art), Fabrice Imbert (animateur culturel), Johannes Grillet (enseignant), Lise Bachelet (juriste), Flore Manata Kapia (Médecin)

www.grevepourleclimat.be